
EU - REVIEW
Activities of the Institutions
of the European Union

132

DISTRIBUTION

H.D.	
D.H.D.	
CHA/ADM.	
POL.	TO
AGR.	ALL
COM/TR.	SECTION
DEVT.	HEADS
ECO/FIN.	
P.P.A.	
S&T	
T.E.E.	
SUP. AG.	
C.C.	

N° 602 DU 27 MAI 1994

Information hebdomadaire aux
Délégations de la Commission européenne
sur les travaux principaux
des Institutions de l'Union européenne

De la part du Secrétariat général - Horst-Jürgen TITTEL
Service "Information des Délégations"
BREY 6/348 - tél. 52375/52125 - téléfax 296.59.96

EN CAS DE PROBLEME DE TRANSMISSION VEUILLEZ VOUS ADRESSER AU
SERVICE FAX : Tél. 29.51206

- 2 -

Voici un résumé des principales activités des Institutions de l'Union européenne :

I. **COMMISSION**

1. LIGNES DIRECTRICES MACRO-ECONOMIQUES 1994
2. PROGRAMME INTEGRE EN FAVEUR DES PME ET DE L'ARTISANAT
3. ALLEGEMENT DE LA FISCALITE DES PME ET MODE D'IMPOSITION DES PME
4. BIOTECHNOLOGIE ET ETHIQUE : RAPPORT D'ACTIVITE (1991-1993) DU GROUPE DE CONSEILLERS
5. EU : STATISTICAL PORTRAIT
6. ASYLUM SEEKERS : EUROSTAT PUBLICATION
7. REGIONS DE L'UNION : PUBLICATIONS DES BROCHURES
8. POLAND : VISIT OF PRESIDENT DELORS (19-21 MAY)
9. BALTIC STATES/EU : PARTICIPATION OF MR BANGEMANN AT THE ROUND TABLE OF EUROPEAN INDUSTRIALISTS (RIGA, 19-20 MAY)
10. ESTONIA : PARTICIPATION OF SIR LEON BRITTAN IN THE MINISTERIAL SESSION OF THE COUNCIL OF THE BALTIC SEA STATES (TALLINN, MAY 24)
11. KAZAKHSTAN : INITIAL PARTNERSHIP AND COOPERATION AGREEMENT
12. ARGENTINE : SIGNATURE DE L'ACCORD DE PECHE
13. CHILE : AGREEMENT ON APPLES AND PEARS
14. NAMIBIA : VISIT OF PRESIDENT NUJOMA (17-19 MAY)
15. AIDES : YEMEN - SIERRA LEONA - MOSCOU - KIRGIZSTAN - TCHERNOBYL - LIBERIA
16. AIDES ALIMENTAIRES : MOZAMBIQUE - MADAGASCAR - UNRWA - CICR - ONG - EURONAIID
17. PREVISIONS

II. **CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE**

1. ACP-EU COUNCIL OF MINISTERS : OPENING OF LOME IV MID-TERM REVIEW NEGOTIATIONS (MBABANE, 18-20 MAY)
2. CONSEIL "ENERGIE" (25 MAI)
3. DECLARATIONS PESC
4. PREVISIONS

- 3 -

I. COMMISSION

1. LIGNES DIRECTRICES MACRO-ECONOMIQUES 1994

The summer 1994 broad economic policy guidelines presented by the Commission this week represent the second set of policy directions issued according to the provisions of Article 103(2) of the Treaty on European Union. The first guidelines were formalised in the Council recommendation of 22 December 1993 in the light of the Commission's White Paper on "Growth, Competitiveness and Employment" and of the Action Plan decided by the Brussels European Council. They constitute an essential element for the realisation of EMU.

Over recent months, the economic outlook for the Community economy has improved significantly (see EU-Review N° 601, pt. I.1). A recovery is now firmly underway although the expected rate of growth for this year - 1.6 per cent - is not strong enough to prevent a further increase in unemployment which is only expected to stabilise in 1995 when the rate of output growth should reach 2.5 per cent. By the time the rate of unemployment is expected to stabilise, it will have reached a level of about 11 1/2 per cent corresponding to more than 18 million people out of work. Under these conditions, economic policy must be resolutely oriented towards creating jobs. As indicated in the December 1993 guidelines this goal is to be achieved through stronger and more employment-creating rates of economic growth. Now that the recovery is underway, economic policy must be firmly oriented towards the medium-term goals of increasing investment, increasing the dynamism of the Community economy as well as increasing its ability to generate jobs.

Progress has been made in implementing the December 1993 guidelines. The progress in reducing inflationary pressures is encouraging. Less satisfactory is that achieved in consolidating budgetary positions and in introducing structural reforms. The document reviews in greater detail the progress made in implementing the December 1993 guidelines and describes the medium-term policy framework in which the new guidelines must be appreciated.

En ce qui concerne le calendrier, le Conseil "ECOFIN" du 6 juin 1994 élaborera, sur base de cette recommandation, une proposition en vue du Conseil européen de Corfou des 25 et 26 juin 1994 qui sera ultérieurement finalisée et adoptée formellement par le Conseil "ECOFIN" du 11 juillet 1994 (voir doc. COM(94)217).

2. PROGRAMME INTEGRE EN FAVEUR DES PME ET DE L'ARTISANAT

La Commission a adopté le Programme intégré en faveur des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat visat à rassembler dans un cadre global et cohérent les différentes initiatives déjà en cours et à proposer de nouvelles actions à mettre en oeuvre - en partenariat avec toutes les parties concernées par le développement des PME - au niveau communautaire, national et régional.

Il s'agit d'un véritable plan stratégique qui vise à donner une concrète application aux objectifs identifiés par le Livre blanc, tant à court terme (identifier et réduire les contraintes d'origine fiscale, sociale, administrative ou financières) qu'à moyen terme (soutenir le développement de ces entreprises et la création d'emploi). Dans ce but, il n'entend pas se substituer aux diverses actions menées au plan national ou communautaire; il se propose de mobiliser les contributions de chacun et de les orienter vers une efficacité accrue en échangeant les meilleures pratiques et en réhaussant la visibilité et le profil des actions menées au bénéfice des entreprises.

- 4 -

M. VANNI d'ARCHIRAFI a déclaré : "Avec le Programme intégré décidé aujourd'hui, nous allons entamer la deuxième génération de la politique d'entreprise de l'Union européenne. Il s'agit de mettre en oeuvre une politique coordonnée à tous les niveaux, afin de mobiliser tout le potentiel de croissance et d'emploi des PME".

Le Programme intégré prévoit deux types d'actions différentes parmi les nouvelles actions identifiées :

- a) des mesures pour favoriser une consultation mutuelle des Etats membres portant sur l'amélioration de l'environnement des entreprises par la simplification administrative, en vue d'alléger les charges sur les entreprises et de libérer leur potentiel créateur d'emploi et sur la stimulation des mesures de soutien aux entreprises qui existent au niveau national ou régional;
- b) des contributions que l'Union européenne entend apporter au développement des entreprises, tant en ce qui concerne leur environnement juridique et fiscal que certaines mesures d'appui plus directes, au travers des politiques et actions qu'elle mène au titre des différentes dispositions du Traité.

3. ALLEGEMENT DE LA FISCALITE DES PME ET MODE D'IMPOSITION DES PME

La Commission a adopté une communication sur la fiscalité des PME (COM(94)206) accompagnée d'une recommandation à l'intention des Etats membres sur le mode d'imposition des entreprises de petite et moyenne dimension (C(94)1305). Une PME sur deux n'est pas une société de capitaux et les bénéfices sont taxés au taux maximum de l'impôt sur le revenu. Dans huit Etats membres sur douze ces taux sont supérieurs à 50 % alors que le taux de l'impôt sur les sociétés varie entre 40 et 50 %.

Dans sa communication, la Commission identifie trois problèmes prioritaires que rencontrent les petites et moyennes entreprises et qui ont une implication fiscale : ils concernent respectivement leur capacité à attirer des ressources financières suffisantes, leur capacité à répondre à la complexité administrative et le problème de la continuité de l'entreprise lors du changement de propriétaire.

Elle définit des orientations dans plusieurs domaines ne représentent pas une liste exhaustive mais qui pourront être complétées sur indication des parties intéressées :

- amélioration du traitement fiscal de l'autofinancement pour les entreprises non constituées en sociétés de capitaux;
- suppression des obstacles fiscaux à l'emploi des fonds de capital-risque;
- réduction de la complexité administrative des entreprises exerçant une activité transfrontière;
- allègement des problèmes survenant lors d'un changement de propriété de l'entreprise.

La recommandation de la Commission porte sur l'amélioration de la capacité d'autofinancement des entreprises non constituées en sociétés de capitaux, via l'allègement de la fiscalité des bénéfices non prélevés par l'entrepreneur (ou les associés dans le cas des sociétés de personnes).

Par cette recommandation, la Commission invite les Etats membres à remédier à la disparité de traitement fiscal qui touche les entreprises individuelles et les sociétés de personnes par rapport aux sociétés de capitaux.

- 5 -

4. BIOTECHNOLOGIE ET ETHIQUE : RAPPORT D'ACTIVITE (1991-1993) DU GROUPE DE CONSEILLERS

Le Président DELORS, après avoir souligné l'impact grandissant de la biotechnologie sur l'avenir de l'homme et de la société, a présenté à la presse le 1er Rapport d'activité (91-93) du Groupe de conseillers pour l'éthique de la biotechnologie - institué par la Commission le 20 novembre 1991.

Son bilan positif, après un premier mandat de deux ans, a conduit la Commission à renforcer son rôle et ses moyens notamment suite aux orientations du Livre blanc. La composition du Groupe est depuis le 25 février 1994 renouvelée et élargie de 6 à 9 membres, sa composition est pluridisciplinaire et sa fonction consultative. La présidence a été confiée à Mme Noëlle LENOIR, Membre du Conseil constitutionnel de la République française et Présidente du Comité international de Bioéthique de l'UNESCO.

Ce Groupe est chargé d'identifier et de définir les questions éthiques soulevées par la biotechnologie, de fournir une évaluation des aspects éthiques des activités de la Communauté en la matière et d'étudier l'impact potentiel pour la société et les individus de telles activités. Sa visibilité et sa transparence sont aujourd'hui accrues. Le Groupe intensifiera, dans l'avenir, ses contacts avec le public et les instances internationales.

Le Groupe constitue une instance originale au sein de l'Union européenne. Il est intégré, à titre consultatif, au processus d'élaboration des politiques communautaires concernées et bénéficie d'une totale indépendance. Il peut, en particulier, s'autosaisir de tout sujet intéressant la biotechnologie.

Son action s'inscrit dans la ligne des modalités nouvelles de la construction européenne prévues par le Traité de Maastricht. Le groupe sera particulièrement à l'écoute des débats au sein du Parlement et des préoccupations exprimées par les citoyens de l'Europe. Ses réflexions s'appuient sur les principes de liberté et de responsabilité énoncés notamment dans la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, dont le Traité sur l'Union européenne fait désormais une source de droit communautaire.

L'Europe ne peut se construire sur une base purement utilitariste. Son édification implique un dialogue social permanent fondé sur des valeurs éthiques et humanistes communes à nos cultures. Ce sont ces valeurs que le groupe de conseillers a pour mission d'intégrer dans ses réflexions pour mieux éclairer, par ses avis, la Commission sur la portée des initiatives à entreprendre dans le secteur clé de la biotechnologie.

Le groupe a émis des avis sur trois dossiers prioritaires :

- implications éthiques de l'utilisation d'améliorateurs de performance dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche;
- produits dérivés du sang ou du plasma humains;
- questions éthiques soulevées dans la proposition de la Commission pour une directive concernant la protection juridique des inventions biotechnologiques.

Actuellement, le Groupe s'est penché sur des thèmes tels que les animaux transgéniques, la thérapie génique et l'Ethique et la Science.

(Pour information supplémentaire sur l'activité du Groupe : Melle I. ARNAL, SG, Tél. 29.62119).

- 6 -

5. EU : STATISTICAL PORTRAIT

Many areas of life (and death) in the EU are examined in Facts through figures - a statistical portrait of the European Union brought out on 24 May by EUROSTAT. This leaflet brings together some of the latest statistics to inform the electorate in the run-up to the European Parliamentary elections and may also be of interest to Delegations wanting a concise and brief résumé of EU statistics for general use.

This leaflet, which is available in 9 languages, can be obtained free of charge by phoning Mrs Mirandolina TASCH, at the Statistical Office in Luxembourg, tel. (352) 4301 34536 or 34216; fax (352) 4301 36404.

6. ASYLUM SEEKERS : EUROSTAT PUBLICATION

In its series "Rapid Reports : Population and social conditions", Eurostat has published a review of data collection on Asylum seekers in the European Union. While primarily concerned with the need for better data collection methods, the review provides useful information on asylum requests over the last two years.

For further information please contact : EUROSTAT in Luxembourg - Tel. (352) 4301-32087.

7. REGIONS DE L'UNION : PUBLICATIONS DES BROCHURES

La Commission vient de publier une série de 125 brochures, destinées à mieux faire connaître au citoyen européen la contribution concrète que l'Union européenne apporte à sa région.

Cette opération, qui place pour la première fois dans une perspective régionale une masse considérable d'informations jusqu'ici disponibles seulement au niveau des Douze, se veut un apport de la Commission à la campagne pour les élections de juin prochain et répond à des sollicitations émises par le Parlement européen.

Conçu dès son début de façon décentralisée, la réalisation de ces 125 brochures, éditées à plus d'un million d'exemplaires en quatorze langues, constitue le fruit d'une coopération entre les différents services de la Commission à Bruxelles et ses représentations dans les Etats membres, qui a compté dans la généralité des cas avec la collaboration des autorités nationales et régionales des Douze.

Ces brochures sont disponibles auprès de la DG X (M. Antonio FIGUERA, T-120 - 5/84 - Tél. 29.99246 - Fax 29.99284).

8. POLAND : VISIT OF PRESIDENT DELORS (19-21 MAY)

President DELORS went on official visit to Poland on 19-21 May. He had meetings with President WALESA, Prime Minister PAWLAK, Mr OLECHOWSKI, Minister of Foreign Affairs, Mr KOLODKO, Deputy Prime Minister and Minister of Finance as well as with other ministers from the cabinet.

President WALESA decorated President DELORS with the Grand Cross of the Order of Merit of the Republic of Poland. President DELORS held a speech to the joint members of the Sejm and the Senate encouraging the Poles to express themselves at the time of the Maastricht Conference in 1996 on a desirable future structure of the European Union : "Do not ask what Europe can do for you but say what kind of Europe you want yourself".

- 7 -

Furthermore President DELORS discussed with former Prime Minister MAZOWIECKI and with the Polish Robert Schuman Foundation and visited the Collège d'Europe in Natolin. Thereafter he visited the textile town of Lodz (a PHARE SME project and the European Institute, a dependent of the Maastricht European Institute of Public Administration).

9. BALTIC STATES/EU : PARTICIPATION OF MR BANGEMANN AT THE ROUND TABLE OF EUROPEAN INDUSTRIALISTS (RIGA, 19-20 MAY)

Mr. BANGEMANN opened the Round-Table of European industrialists from the European Union and the Baltic States. The round table was attended by over 80 participants (ministers, business leaders and high-level officials).

European business leaders from the European Union and the Baltic States discussed for two days, together with Commissioner BANGEMANN, a number of Estonian, Latvian and Lithuanian ministers and high-level officials from the Baltic States and the European Commission on how to develop industrial co-operation. Business leaders and politicians stressed the need to bring politics and industry together in order to create a better understanding of the needs, but without confusing their respective responsibilities.

Prime-Minister Mr. BIRKAVS underlined the hope that this first round-table would lead to concrete industrial projects. Business leaders of the maritime industry, telecommunications, food-stuffs industries and the wood and paper industry discussed in working groups concrete problems of their industries and the possibilities of co-operation. European Union technical assistance should increasingly orient itself on the need to develop industrial co-operation. Regional integration and the creation of larger markets should be furthered. Foreign direct investors should be able to address themselves to a single contact point which should be able to deal with their problems with authority.

Mr. BANGEMANN launched at the occasion of the Round-table a Baltic Information Infrastructure Pilot which will be funded with 600.000 ECU by the European Commission. This information infrastructure pilot-project will enhance data networking in the Baltic States and help to develop commercial, data based services.

In his conclusions, Mr. BANGEMANN, mentioned as industry involvement that examples in the European Union - such as the Maritime Forum - have shown that industry has to be involved directly by policy-makers to explore opportunities of further industrial development and the most appropriate framework conditions. This idea of a dialogue among industry and government representatives has inspired the organisation of this Round-Table in Riga. Such type of a dialogue - practised in the EU since long - has been recently suggested by G-7 ministers for the Eastern reform economies.

Framework conditions can certainly be further improved in areas like :

- active investment promotion : governments should designate one single interlocutor to which foreign investors can adress all their enquiries;
- transport and telecom infrastructures, in terms of investment for modernisation.

With the framework improving, concrete steps of industrial cooperation have now to be the main goal. The four Working Groups have well prepared the ground for progress towards this goal in the areas of maritime Industry, telecommunications, wood/paper industries and food industries.

- 8 -

10. ESTONIA : PARTICIPATION OF SIR LEON BRITTAN IN THE MINISTERIAL SESSION OF THE COUNCIL OF THE BALTIC SEA STATES (TALLINN, MAY 24)

Sir Leon BRITTAN in his statement to the Council of the Baltic Sea States indicated that free trade was central to the Union's relations with all the countries in the Baltic Sea region.

This goal will be obtained through enlargement with the Nordic countries, a European Agreement with Poland, Trade and Cooperation Agreements with the three Baltic countries and a Partnership and Cooperation Agreement with Russia. The challenge is to ensure coherence in this network of inter-connected relations, but above all to ensure flexibility to adopt policies in a positive and constructive way as the relations between the countries of the region change in the light of economic and political developments. Sir Leon BRITTAN indicated that in that regard the Commission would take new initiatives during the second half of 1994. The EU will seek to reflect its usual emphasis on free trade, democratic values and the promotion of regional cooperation.

11. KAZAKHSTAN : INITIAL PARTNERSHIP AND COOPERATION AGREEMENT

The Commission and the authorities of the Republic of Kazakhstan have initialised a Partnership and Cooperation Agreement between the EU and Kazakhstan. The agreement aims to provide a solid global framework for the development of deeper relations between the two parties.

The Partnership and Cooperation Agreement will replace the Trade and Cooperation Agreement of 1989 between the EC and the Soviet Union as far as the republic of Kazakhstan is concerned. It covers in particular :

- Political dialogue
- Trade in goods
- Provisions affecting business and investment, including labour conditions and establishment and operation of companies
- Cross-border supply of services
- Payments and capital
- Intellectual, Industrial and Commercial Property Protection
- Economic cooperation in many areas.

Democratic values, respect for human rights and market economy principles are essential elements of the Partnership. The general principles also state that the parties consider it essential for the future prosperity and stability in the region of the former Soviet Union that regional cooperation should be continued and strengthened.

The Agreement foresees an intensive political dialogue, including the possibility of meetings at the highest political level.

Trade in goods will take place on the basis of most-favoured-nation treatment with a general rule curbing quantitative restrictions in line with the Community's new commercial defence policy. Specific agreements will be negotiated in the case of coal and steel products and as regards trade in nuclear materials. An agreement on trade in textile products is already in force.

As far as conditions for the establishment and operation of companies are concerned, the Agreement establishes a liberal regime with Kazakhstan offering full national treatment for establishment and operation of Community companies.

- 9 -

The Agreement provides a timetable for the rapid development of intellectual, industrial and commercial property protection in Kazakhstan equal to the level of protection in the EU.

In the field of economic cooperation the Agreement lists agreed principles and areas of future possible cooperation in the following fields :

Industrial cooperation, investment promotion and protection, public procurement, standards and conformity assessments, mining and raw materials, science and technology, education and training, agriculture and agro-industry, energy, the civil nuclear sector (including cooperation on the effect of the Chernobyl disaster), environment, transport, space, telecommunications, financial services, money laundering, monetary policy, regional development, social cooperation, tourism, small and medium sized enterprises, information and communication, consumer protection, customs, statistical cooperation, economics and drugs.

Cooperation in these fields may, as appropriate, be supported by technical assistance through TACIS.

The Agreement finally establishes an institutional framework for future cooperation, including a Cooperation Council that will meet at ministerial level once a year, as well as a Parliamentary Cooperation Committee.

12. ARGENTINE : SIGNATURE DE L'ACCORD DE PECHE

L'accord de pêche CEE/Argentine, qui avait été paraphé à Buenos Aires le 30 novembre 1992, a été signé à Bruxelles le 24 mai 1994 après l'accomplissement des procédures de ratification.

Cet accord est le premier accord de pêche conclu avec un pays d'Amérique latine, il revêt donc une valeur politique.

- il prévoit d'importantes possibilités de pêche de grande valeur commerciale pour la flotte communautaire;
- l'accord répond aux objectifs de la politique structurelle de la pêche en prévoyant un mécanisme de transfert définitif des navires communautaires vers la flotte argentine par le biais du changement de pavillon;
- certaines réductions tarifaires erga omnes qui ont été établies faciliteront l'approvisionnement du marché communautaire pour des espèces particulièrement intéressantes tout en ayant des retombées positives pour l'industrie argentine d'exportation des produits de pêche.

Il s'agit du premier accord dit de "2ème génération" qui prévoit l'exercice de l'activité de pêche de navires communautaires, par le biais d'associations temporaires d'entreprises et de sociétés mixtes. La création de ce sociétés bénéficiera d'un soutien financier de la part de l'Union. Ce système (par rapport aux licences classiques de pêche) facilitera l'établissement des liens permanents et fructueux entre les opérateurs de pêche de l'Union et de l'Argentine en ouvrant des possibilités de pêche très significatives pour l'ensemble de la flotte de l'Union.

La coopération économique, commerciale, scientifique et technique entre l'Union et l'Argentine a été particulièrement valorisée dans cet accord (le montant fixé s'élève à 28 MECU) dans la perspective de promouvoir la conservation et l'exploitation rationnelle des ressources.

- 10 -

13. CHILI : AGREEMENT ON APPLES AND PEARS

Commissioner STEICHEN and the Chilean Minister of Agriculture, Mr Emiliano ORTEGA signed on May 25 an agreement relating to the importation of apples and pears into the EU.

Commenting on the agreement, Mr STEICHEN said that he was pleased that it was possible to find an amicable solution to this dispute which dates back to September 1993, when Chile requested that a GATT panel be established on the EU's restrictions on imports of apples.

The agreement, he said, will ensure better cooperation between the Commission and Chile on Chile's exports of apples to the EU, certain adjustments regarding, the calculation of entry prices, the conditions regarding the elimination of a countervailing charge and some improvements to the EU's offer in the context of the Uruguay Round.

In return Chile will withdraw its request for a GATT panel and undertakes not to initiate GATT dispute settlement procedures against the EU's system of countervailing charges which was the subject of the GATT panel on imports of apples from Chile.

14. NAMIBIA : VISIT OF PRESIDENT NUJOMA (17-19 MAY)

On 17 and 19 May, the President of Namibia, Dr. Sam NUJOMA, made his first visit to the Commission since independence.

Accompanied by the Minister of Foreign Affairs, Mr. Theo-Ben GURRIRAB, he was received by President DELORS, Vice-President MARIN and Mr. van den BROEK.

Independent since March 1990, Namibia is a functioning multiparty, multiracial democracy, committed to a free market economy. While Namibia's successful political, economic and social progress was acknowledged, the continuing need for Community support was recognised. Europe was an increasingly important market for the future development of Namibia's trade.

The country's position in the southern Africa region is an important one, and it would be a major participant in the changes within SADC which would follow the South African elections.

President NUJOMA's visit served to reinforce the good relations established between the Commission and Namibia, as well as to emphasise the value attached by Namibia to increasing cooperation with Europe.

15. AIDES : YEMEN - SIERRA LEONA - MOSCOU - KIRGHIZSTAN - TCHERNOBYL - LIBERIA

La Commission a décidé l'octroi des aides suivantes :

- YEMEN : 300.000 ECU d'aide médicale pour les victimes de la guerre civile;
- SIERRA LEONE : 400.000 ECU pour le logement provisoire de quelque 30.000 personnes déplacées des provinces du Sud et de l'Est;
- MOSCOU : 940.000 ECU pour la distribution à la population la plus démunie de 13.000 repas chauds par jour;
- KIRGHIZSTAN : 250.000 ECU en vue de subvenir aux besoins urgents des victimes des avalanches et inondations dans les régions d'Osh et de Jalal-Abad au Sud du Kirghizstan;
- TCHERNOBYL : 350.000 ECU en vue d'approvisionner en médicaments et matériel médical l'hôpital de Vinnitza où sont traités de nombreux enfants atteints du cancer à la suite de l'accident nucléaire de Tchernobyl;

- 11 -

- LIBERIA : 133.000 ECU d'aide médicale pour l'hôpital et les 12 centres de santé du district Cape Mount.

16. AIDES ALIMENTAIRES : MOZAMBIQUE - MADAGASCAR - UNRWA - CICR - ONG - EURONAIID

La Commission a décidé les aides alimentaires suivantes :

- MOZAMBIQUE : 480 T de céréales, 370 T de lait en poudre, 370 T de huile végétale et 250 T de sucre;
- MADAGASCAR : 10.000 T de céréales;
- UNRWA : 12.750 T de céréales, 1.968 T de lait en poudre, 2.042 T de huile végétale, 2.948 T de sucre et 3,7 MECU d'autres produits;
- CICR : 65.000 T de céréales, 4.000 T de huile végétale, 3 MECU d'autres produits et 2,2 MECU d'actions d'appui;
- ONG : 90.000 T de céréales, 6.000 T de lait en poudre, 8.500 T de huile végétale, 1.800 T de sucre et 6 MECU d'autres produits;
- EURONAIID : 2 MECU destinés au cofinancement de produits alimentaires, de semences et d'outils.

17. PREVISIONS

Les points suivants figurent au projet de l'ordre du jour de la prochaine réunion hebdomadaire de la Commission qui aura lieu à Bruxelles, le mercredi 1 juin 1994 :

- Financement des réseaux transeuropéens;
- Travaux du Groupe BANGEMANN sur la société de l'information;
- Etat de mise en oeuvre du Livre blanc dans les domaines de
 - = recherche et développement technologique;
 - = éducation et formation;
- Biotechnologie : préparation de la prochaine étape;
- Promotion de la santé; l'information, l'éducation et la formation dans le domaine de la santé;
- Mise en oeuvre de la procédure d'information et de consultation pendant la période de pré-adhésion;
- Le rôle du SPG pendant la décennie 1995-2004;
- Aide financière en faveur de la Fondation pour la coopération culturelle ACP/CE;
- Aviation civile européenne;
- Problématique des accords de pêche conclus par la Communauté;
- Accord de partenariat et de coopération avec l'Ukraine;
- Directives de négociation pour un accord intérimaire avec l'Ukraine;
- Soutien à la police palestinienne.

Les rencontres suivantes sont prévues :

- Sir Leon BRITTAN et M. van den BROEK reçoivent le Président de la République du Kirghizistan, M. Askar AKAEV (31 mai);
- Sir Leon BRITTAN reçoit le Ministre polonais de la Coopération économique extérieure, M. Andvzej BYRT (31 mai);
- M. BANGEMANN reçoit le Ministre roumain des Télécommunications, M. Andrei CHIRICA (31 mai);
- Il y aura une visite à la Commission du Ministre israélien de l'Industrie et du Commerce, M. Misha HARISH (MM. BRITTAN, BANGEMANN, RUBERTI, VANNI d'ARCHIRAFI et PINHEIRO) (1 juin).

- 12 -

Par ailleurs, les déplacements suivants sont prévus :

- M. van den BROEK ira en visite avec la Troïka à Alger (30 mai);
- M. OREJA ira à la Conférence sur la coopération énergétique entre l'UE et la région des pays de la Mer Noire (Chalkidiki, Grèce, 29-30 mai);
- M. BANGEMANN participera au Forum UE/Japon sur les Télécommunications à Paris (2 juin).

II. CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

1. ACP-EU COUNCIL OF MINISTERS : OPENING OF LOME IV MID-TERM REVIEW NEGOTIATIONS (MBABANE, 18-20 MAY)

The 19th session of the ACP-EU Council of Ministers which opened in Mbabane, Swaziland on 18 May, marks the beginning of negotiations for the mid-term review of the Lomé IV Convention. The meeting comes at a particularly significant moment in the history of the region - the peaceful democratic transition of South Africa to majority rule. Indeed this was evoked, as exemplary in the speeches delivered at the opening ceremony by the co-President of the ACP-EU Council of Ministers, Mr. Theodoros PANGALOS and George BRIZAN (Grenada's Minister of Agriculture, Trade and Industry), Vice-President MARIN and the Swazi Monarch, King MSWATI III.

Mr. PANGALOS referred to the special programme of cooperation unveiled in April, which the European Union proposes to discuss with the new South African Government. The Union, he said, will continue to support regional cooperation in Southern Africa by means of the various instruments available under the Lomé Convention. And in this regard Vice-President MARIN invited countries in the region to discuss with him the best ways of moving this process forward.

The appalling anarchy in Rwanda also featured in the speeches. There were calls for the international community, especially African states, to intensify efforts to bring an end to the massacre of innocent citizens and the repatriation of the vast numbers of refugees who have flooded into neighbouring countries.

On the mid-term review of Lomé IV, Mr. MARIN set the tone. There were key developments in the international scene, he said, that justify the need for such a revision. The fall of the Berlin Wall and efforts to find a new geopolitical balance; the signing of the Treaty of the European Union; and the institutionalisation in the Treaty of Community development policy, the conclusion of the Uruguay Round negotiations which saw the adoption of new trade structures at the global level. With ideas and concepts emerging from new forms of North/South interdependence - "ideas which were absent when we set together the philosophy of the content of Lomé IV", the Commission has proposed to adapt the Convention, by emphasizing on three main points :

- democracy, human rights and good governance;
- new procedures for policy dialogue;
- review of certain provisions of Lomé IV

with a view to making them more effective (i.e. eliminating some of the red tape which exists in ACP-EU relations).

- 13 -

ACP Council President, George BRIZAN agreed with these general orientations but warned against the issue of human rights and democracy being used against the ACP States in the disbursement of aid. The Group was particularly worried, in the wake of the ratification of the GATT agreement in Morocco, of the adverse effects of GATT on ACP trade arrangements under the Lomé Convention. Mr. MARIN, however, said that the Commission will look very carefully at the requests ACP states will make during the negotiations. "We wish to enter into these negotiations in an open and fraternal spirit".

The King of Swaziland, MSWATI III, for his part, thanked the European Union for the steadfast support it has given over the years to the ACP States and in particular to Swaziland. He expressed the hope that cooperation will not stop by the year 2000, but well beyond.

2. CONSEIL "ENERGIE" (25 MAI)

La Commission était représentée par M. OREJA, qui a été chaleureusement accueilli par les membres du Conseil.

Le Conseil est parvenu à dégager un accord politique à l'unanimité sur les réseaux transeuropéens dans la domaine de l'Energie, qui servira de base pour les discussions qui auront lieu après que l'avis du Parlement européen aura été rendu (le Parlement ayant refusé la procédure d'urgence). Cet accord confirme l'arrêt à ce stade d'une liste indicative de projets d'intérêt commun, qui sera réévaluée par le Conseil avant son adoption définitive lors d'une prochaine session.

S'agissant du Marché intérieur de l'électricité, la Présidence a tiré sous sa responsabilité des conclusions qui prennent acte des progrès enregistrés au niveau du Groupe de travail et du COREPER. Ce dernier est invité à poursuivre la discussion sur la base des éléments acquis jusqu'à présent sur les cinq questions-clef retenues par la Présidence, afin de pouvoir envisager l'adoption d'une position commune lors de la prochaine session du Conseil "Energie". Un tour de table a donné l'occasion aux Etats membres de préciser leur position de fond sur la question de la libéralisation du secteur de l'électricité.

Les Ministres ont eu durant le déjeuner un échange de vues sur la Charte européenne de l'Energie. Aucun élément nouveau n'a été apporté en séance, la Présidence ayant simplement rappelé les conclusions adoptées par le Conseil "Affaires générales" du 16-17 mai. Celles-ci soulignent en particulier la volonté de l'Union de conclure avec succès la négociation lors de la prochaine session plénière du 7 au 11 juin 1994.

Le Conseil a adopté des conclusions sur la Communication de la Commission relative à l'Energie et la Cohésion économique et sociale, ainsi que sur la sûreté nucléaire dans les PECO et dans la CEI. Sur ce dernier point, les suites à donner à la décision du 30 mars 1994 qui autorise une contribution de la Communauté au "compte sûreté nucléaire" de la BERD ont posé de sérieuses difficultés aux délégations ES et D, qui feront chacune acter une déclaration unilatérale au procès verbal. ES aurait préféré que les conclusions n'engagent pas la Communauté à renouveler cette opération ou, tout au moins, fassent une distinction plus claire entre le rapport d'évaluation de la Commission et de nouvelles propositions éventuelles.

- 14 -

Dans ses conclusions le Conseil a notamment invité instamment la Commission et les Etats membres, dans le cadre de leur coopération actuelle avec les pays concernés et, en particulier, au sein des instances internationales appropriées :

- à persuader les gouvernements concernés de consentir à la fermeture, dans les délais les plus courts possibles du point de vue pratique, des réacteurs les moins sûrs;
- à demander instamment que, dans les nouvelles centrales nucléaires et dans les centrales maintenues en service, les normes de sûreté soient portées à un niveau équivalent à celui qui existe dans l'Union européenne;
- à encourager la mise en place d'autorités indépendantes chargées de la sécurité nucléaire et dotées de moyens et de ressources adéquats pour fonctionner de façon efficace et,
- à promouvoir l'élaboration et l'application de mesures adéquates de protection et de contrôle des matériaux et des installations nucléaires.

Il soutient également la mise au point d'autres sources d'énergie électrique en remplacement des centrales nucléaires les moins sûres et estime qu'il conviendrait que chaque pays concerné définisse une stratégie intégrée à long terme.

Par ailleurs, il insiste sur la nécessité, pour assurer le développement et le renforcement des investissements de sécurité dans les centrales nucléaires ainsi que la coopération en cette matière, de l'acceptation par les autorités compétentes et les opérateurs nucléaires de leur responsabilité en cas de dommages dus à d'éventuels accidents nucléaires et de l'adoption par les pays concernés, dès que possible, d'instruments juridiques nationaux et internationaux en matière de responsabilité.

Les Ministres ont eu un échange de vues très constructif sur les nouvelles orientations de politique énergétique, et se sont félicités que la Commission envisage de produire un Livre vert sur cette question. La proposition de la Commission relative au programme "Thermie II" a reçu un accueil favorable.

Heure d'été

Le Conseil, au terme de la procédure de codécision avec le Parlement, a adopté la septième directive concernant les dispositions relatives à l'heure d'été, en vertu de laquelle la période d'heure d'été pour les années 1995, 1996 et 1997 commencera le dernier dimanche de mars à une heure du matin, temps universel, et se terminera à une heure du matin, temps universel :

- en 1995, le dernier dimanche de septembre dans dix Etats membres et en Irlande et au Royaume-Uni, le quatrième dimanche d'octobre;
- en 1996 et 1997, le dernier dimanche d'octobre dans tout Etat membre.

L'harmonisation des dispositions relatives à l'heure d'été devrait faciliter, dans le cadre du marché intérieur, les transports et les communications tout en réduisant les coûts y relatifs.

3. DECLARATIONS PESC

Les délégations auront déjà reçu le texte de la déclaration sur :

- la situation en CRIMEE (25 mai).

- 15 -

4. PREVISIONS

Les points suivants figurent au projet de l'ordre du jour des réunions du Conseil au cours de la semaine prochaine :

Conseil "TELECOMMUNICATIONS" (30 mai)

- Application à la téléphonie vocale des principes de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP);
- Télévision avancée
 - = cadre d'une politique communautaire en matière de télévision numérique;
 - = utilisation de normes pour la transmission de signaux de télévision;
- Infrastructures dans le domaine de l'information (travaux du "Groupe BANGEMANN");
- Développement du réseau numérique à intégration de services (RNIS) en tant que réseau transeuropéen;
- Réseaux télématiques transeuropéens entre administrations;
- Livre vert sur les communications mobiles;
- Reconnaissance mutuelle des licences et autres autorisations nationales pour la prestation de services;
- Services postaux;
- Communication orale de la Commission sur l'accès au secteur spatial;
- (évent.) Relations avec les Etats-Unis en ce qui concerne l'introduction de services de communications personnelles par satellite (LEO'S).

Conseil "AGRICULTURE" (30-31 mai)

- Fixation des prix des produits agricoles et mesures connexes (1994/95);
- Quotas laitiers;
- Institutionnalisation d'organisations interprofessionnelles dans le secteur agricole;
- Régime de protection communautaire des obtentions végétales;
- Problèmes de la BSE.

Conseil "SANTE" (2 juin)

- Prolongation du programme "l'Europe contre le SIDA";
- Cadre d'action dans le domaine de la santé publique;
- Maladies cardio-vasculaires;
- Publicité en faveur des produits du tabac;
- Lutte contre le cancer dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique.

Il y aura un Conseil informel "POLITIQUE REGIONALE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE" (Corfu, 3-4 juin).

D.F. WILLIAMSON, SECRETAIRE GENERAL

